

Une vague qui ne s'arrête pas...

Contre-enquête sur les dessous de la militarisation de Belleville

2011

Tout le monde l'aura remarqué, depuis un peu plus d'un an, Belleville est occupé par la police sous toutes ses formes (de nouvelles brigades ont même été spécialement créées). L'État a fait du quartier un laboratoire expérimental en matière de maintien de l'ordre et de répression, prenant pour prétexte diverses revendications citoyennes (contre le marché sauvage, pour répondre au sentiment d'insécurité de la dite « communauté chinoise » etc.).

Ce numéro de Lucioles est donc un numéro spécial puisqu'il n'est composé que d'un seul texte, une contre-enquête sur le processus et les rouages de cette militarisation des quartiers Belleville/Couronnes/Ménilmontant. Nous avons voulu, plus d'un an après la manifestation réactionnaire pour la sécurité du 20 juin 2010 (qui fut ponctuée d'émeutes et de lynchages racistes), aller voir de plus près les tenants et les aboutissants de ce véritable raz-de-marée policier ; avec l'idée en tête d'exposer au grand jour quelques-uns des principaux acteurs et responsables de cette offensive sécuritaire et pacificatrice, afin que les choses soient claires et que chacun puisse savoir à qui il a à faire pour mieux s'y opposer. Avec la volonté aussi, de tracer une frontière bien nette entre d'un côté les divers vautours (associations de commerçants, citoyens zélés et coalisés, lèches-cul politiques) et leur armada d'uniformes en tout genre, et de l'autre des individus las de supporter ce monde où fric, travail et flics riment avec misère et exploitation, contrôle et enfermement ; avec la certitude ensuite que les tentatives de pacification sociale que nous observons et que nous subissons de plein fouet, même si elles se développent dans le contexte spécifique bellevillois, se retrouvent un peu partout ailleurs, avec plus ou moins d'intensité. Comme partout ailleurs leur meilleur des mondes démocratique est lui aussi critiqué en acte de manière brûlante comme viennent de nous le rappeler avec brio les émeutes en Angleterre.

Parce que nous avons le sentiment que ni leurs flics, ni leur guerre aux pauvres accompagnée du label « mixité sociale », ni leurs caméras de surveillance, ni les divers replis communautaires et autoritaires, ni les éventuelles milices citoyennes ne suffiront à étouffer la rage qui couve, prête à éclater à tout moment.

Pour une guerre sociale qui porte en son sein la liberté pour tous, contre leur rêve macabre de sécurité pour tous. Bonne lecture...

« C'est étonnant combien les honnêtes gens ont une connaissance parfaite de la saloperie. » Louis Scutenaire.

Il y a un peu plus d'un an, le 20 juin 2010, avait lieu à Belleville une manifestation pour la « sécurité », organisée par diverses associations censées représenter la « communauté asiatique » pour demander aux autorités le renforcement de l'arsenal répressif local (plus de flics, de caméras, de sanctions etc.). Il s'agissait notamment de protester contre des agressions et vols subis par la dite « communauté asiatique ». Durant cette manifestation, des échauffourées avaient éclaté dans le quartier entre des centaines de manifestants et la police, accusée de mal faire son travail, puis après le départ programmé de celle-ci, contre quelques gamins isolés et identifiés par la vindicte populaire comme des « voleurs » à punir par des critères tels que la tenue vestimentaire et la couleur de peau, en somme, un véritable lynchage raciste en plein Paris. Nous avons, suite à cette manifestation et à tout ce qu'elle implique de grave à nos yeux, beaucoup discuté, écrit, réfléchi sur le sujet. Une tempête de discussions qui se matérialisèrent alors sous la forme d'une brochure (que l'on peut toujours se procurer en nous contactant) intitulée *Retour sur la récente flambée sécuritaire, réactionnaire et raciste à Belleville, (Témoignages, textes et analyses collectés, recueillis et diffusés par des anarchistes du quartier pour que ce genre de choses n'arrivent plus et pour que d'autres émergent)*. En quelque sorte, le texte que vous vous apprêtez à lire, en est la suite, un peu plus d'un an plus tard.

En cette année 2011, les mêmes revendications sécuritaires sur fond de tensions communautaires et d'arrière-pensées réactionnaires se sont encore exprimées en pleine rue. Pour éviter les « débordements » de la fois précédente, l'itinéraire proposé par la préfecture de police (de République à Nation) a offert à ces revendications plus d'espace que l'an dernier, puisqu'elles avaient été confinées entre Belleville et Colonel-Fabien où avait éclaté les émeutes et les passages à tabac. Cette fois-ci donc, pas d'émeute ni d'attaques ciblées à caractère raciste, « ouf! », se dira-t-on... Mais pas de quoi se réjouir pour autant puisque rien ne s'est arrangé depuis, au contraire. Jamais les esprits souffrant de paranoïa sécuritaire peuplant Belleville n'ont pu se repaître d'une situation aussi brutalement policière dans le quartier.

Comme nous en parlions dans le précédent numéro, Belleville n'a jamais autant été militarisée qu'en cette année 2011. Les flics sont partout, avec ou sans uniformes, CRS, BAC, superBAC, BST, Police Nationale, correspondants de nuit, contrôleurs, GPSR, GPIS, BAPSA, agents de sécurité de la mairie... *Ils sont partout*, imposant leur présence par des arrestations massives, des mauvais regards d'intimidation, des contrôles au faciès incessants, des rafles de sans-papiers, des contrôles de tickets dans le métro, des tabassages ciblés, des insultes. Autant dire que pour les pauvres du quartier, qu'ils soient d'origine asiatique ou non, Belleville sous occupation policière est réellement devenu un îlot d'insécurité permanente.

Pour rappel, ces deux manifestations « pour la sécurité » partent d'un constat que nous ne souhaitons pas nier et que nous partageons. Les asiatiques, à Belleville comme ailleurs en France, subissent, comme toutes les autres vagues d'immigration, le racisme latent d'une bonne partie de la population (immigrée ou non), et personne ne s'en cache réellement. Des clichés tels que celui qui voudrait que les chinois soient tous de riches commerçants se baladant systématiquement avec des liasses de billets plein les poches sont assez répandus pour que certains n'hésitent pas à les braquer *indistinctement*. Certains alimentent volontiers ce genre de clichés, comme le prouve cette phrase de Patrick Huang, gérant du bar-tabac Le Celtic et vice-président de L'Association des Commerçants Bellevillois : « Les Asiatiques et surtout les commerçants sont particulièrement ciblés car ils ont souvent de l'argent liquide sur eux. Aujourd'hui, vous voyez rarement un Chinois payer en chèque ou en carte bleue. C'est culturel. » Nous insistons sur le mot « indistinctement », parce que nous n'avons pas de position de principe sur le fait de voler les riches, cela nous paraît tout simplement logique dans un système basé sur l'inégalité et le fric. En revanche, les pauvres qui se braquent entre eux ne font que renforcer un peu plus *la guerre de tous contre tous* là où nous aimerions voir *de la guerre sociale*.

Pour schématiser, le problème n'est pas qu'il y ai des « chinois », des « noirs », des « arabes », des « français » et autres catégories imaginaires, le problème n'est pas non plus que des riches, asiatiques ou non, soient volés par des pauvres, arabes et noirs ou non ; comme nous n'avons jamais cessé de le répéter, le problème c'est pas le vol, c'est le fric, c'est pas les voleurs, c'est les flics. Que la dite « communauté asiatique » subisse diverses formes de racisme est inacceptable ; qu'une poignée de politiciens en herbe ou confirmés se présentant comme ses représentants et se constitue sous forme de lobby pour souffler aux oreilles de l'Etat de renforcer chaque jour un peu plus l'occupation policière du quartier, assistée en cela par les mairies socialistes des XIXe, XXe et XIe arrondissements, ne doit pas être accepté, bien qu'il n'y ait rien de si étonnant à tout cela.

Précisons tout de même, à titre d'éclairage, que deux organismes ont discrètement déposé leurs statuts cette année : le Conseil représentatif des associations asiatiques de France (CRAAF) et le Conseil national des asiatiques de France (CNAF). Précisons aussi que le fondateur du CRAAF, Chenva Tieu, vient d'être nommé secrétaire national de l'UMP aux affaires étrangères en charge de l'Asie.

Mais revenons à nos moutons. En fait, « communauté asiatique » est un terme qui sonne bien creux... Déjà, qu'est-ce qu'ont en commun des milliers de personnes différentes que l'on réduit sous ce terme, venant de centaines de régions différentes d'Asie ? Il faut avoir déjà intégré le principe raciste pour parler de « communauté asiatique » comme d'un tout homogène et univoque. De plus, la « communauté asiatique », du moins sa représentation officielle, c'est-à-dire les personnes qui organisent ces manifestations nauséabondes, n'est composée que de la petite-bourgeoisie asiatique locale, de petits patrons et commerçants qui ont réussi grâce à l'exploitation intensive des pauvres de cette même communauté qu'ils sont censés défendre. Ironie du sort ? Pas vraiment, non. Dans une même « communauté », il y a moins de choses en commun entre un pauvre d'origine asiatique révolté contre son sort et un patron de la même origine, qu'entre ce même pauvre et un autre pauvre révolté à l'autre bout du monde, malgré la langue et les frontières. Aussi, le terme « communauté asiatique », regroupe aussi bien des patrons que des exploités, des sans-papiers et des avec-papiers, des riches et des pauvres, des rebelles et des honnêtes-gens, des « délinquants » et des flics. Peut-on juste imaginer qu'il puisse exister une homogénéité entre tout ce beau monde ?

Cela n'empêche pas pourtant, à l'occasion de ces manifestations réunissant des milliers de personnes de voir se mélanger patrons et exploités, pauvres et riches, pour différentes raisons, qu'elles soient liées à l'adhésion aux mots d'ordres réactionnaires ou par pur chantage communautaire.

Cette manifestation, précisément comme la première, utilisait pour prétexte une agression récente -pour laisser paraître un semblant de spontanéité- cette fois-ci devant le restaurant le Nouveau Palais de Belleville le 29

mai 2011. L'homme est aujourd'hui encore dans le coma. En mettant explicitement en avant l'origine asiatique de la victime, et implicitement l'origine supposée des agresseurs, les organisateurs de cette manifestation savent très bien où ils vont, bien qu'ils ne se rendent peut-être pas compte de jusqu'où tout cela pourrait aller.

Mercredi 15 juin, une trentaine de patrons de commerces et de représentants d'associations chinoises du quartier se sont retrouvés au Nouveau Palais pour organiser une manifestation contre les vols et les violences comme l'année passée, en présence d'Hammou Bouakkaz (Adjoint au maire de Paris en charge de la vie associative, comprendre distributeur officiel de subventions pour associations rapaces), de Jean-Claude Beaujour (Vice-pdt de la fédération de Paris au Parti radical et candidat UMP aux élections municipales dans le XXe et législatives dans la 6e circonscription) et de représentants du commissariat de police du XXe [PHOTO]. Au cours de la réunion, les participants ont insisté sur l'importance de « mobiliser tous les Parisiens et de ne pas tomber dans le repli communautaire » (sic). Tout de suite, des milliers de tracts sont diffusés, en chinois uniquement, raté pour le repli communautaire. L'Association Chinoise pour le Progrès des Citoyens (ACPC), par exemple, appelle sur son site internet, « toutes les personnes ayant été rackettées, blessées ou toutes les personnes voulant la paix, chinoises ou non, à venir les rejoindre ». L'ACPC, présidée par Hahen Yang, est une des plus impliquées dans l'initiative de ce nouveau rassemblement sécuritaire. L'association, qui possède un local au 14, rue Dénoyez [PHOTO] a pour but, si l'on en croit le Journal Officiel, « d'aider tous les Chinois à s'intégrer dans la société française ». Dans la famille de la mafia associative du business des subventions, on peut aussi citer Huiji, très représentative de ce dont nous discutons ici : prétendument « issue de la lutte des sans-papiers chinois », elle participa aux débats sur « l'identité nationale » organisés à la Préfecture et obtint en 2009 une habilitation pour une « enquête-médiation » sur l'insécurité.

Cependant, cette fois-ci, il y avait beaucoup moins d'associations, d'élus et de politiciens en tout genre pour participer à l'organisation de la manifestation. Il faut dire que côté chinois, la crainte de débordements racistes et la présence d'« éléments incontrôlables » dans le cortège de l'an dernier a sans doute joué dans la décision de ne pas s'impliquer, comme l'Association des Chinois résidant en France, surnommée parfois le « mini-consulat ». Selon la presse, des représentants de l'ambassade de Chine, peu désireux de voir dériver l'événement, auraient essayé de dissuader les organisateurs, et prévu un autre événement au même moment, avec un succès mitigé. Qui plus est, Pékin n'avait sans doute pas intérêt à participer à une manifestation qui risquait de donner lieu à des débordements racistes, au moment même où la Chine connaît un vent d'émeutes sociales massives à l'intérieur de ses frontières.

Le budget de l'événement, publié sur le site « Huarenjie » (en chinois), s'élèverait à 10 544 €. Un stock de petits drapeaux français sera distribué. Au moins trois camions, plusieurs sono, des mégaphones... Vingt-et-une personnes ont été recrutées pour assurer le service d'ordre et 300 casquettes ont été commandées pour les personnes chargées d'encadrer la manifestation et d'éviter les débordements alors que d'autres sont chargés de distribuer des sticker « sécurité pour tous » par milliers à coller sur les vêtements, et d'autres encore distribuent des visières à fleurs, bleues pour les garçons, roses pour les filles. Cela laisse un peu imaginer l'ambiance autour de ce cortège sur-défendu et gadgétisé.

L'extrême-droite identitaire et ouvertement fasciste n'a pas manqué de relayer le rendez-vous de cette manifestation par le biais de ses sites internet. On ne doute pas que le contenu politique de cette manifestation avait bien de quoi leur procurer quelques jouissances non-simulées. Résultat, une dizaine de nostalgiques de Pétain ont marché sur la capitale parmi les manifestants, sans que cela ne gêne personne, bien sûr.

Si on revient un peu en arrière, après l'émeute réactionnaire du 20 juin 2010, la préfecture n'a jamais cessé de prendre pour prétexte les revendications de la « communauté asiatique » pour inonder le quartier de flics. Michel Gaudin, le sinistre préfet de Paris, n'avait même pas attendu deux semaines après le retentissement de cette manifestation pour sortir un communiqué précisant : « nous avons maintenant dénombré 13 bandes ou groupes sensibles qui s'adonnent régulièrement à des actes de délinquance dans un périmètre proche de Belleville. Deux [bandes] sont situées dans le Xe, deux dans le XIe, trois dans le XIXe et six dans le XXe » avant d'ajouter que la PP allait inciter les victimes asiatiques à déposer plainte : « Nous avons déjà des documents qui sont en Chinois, nous allons faire un guide afin que ces personnes puissent accéder aux services de police ». Inutile de dire que la prison de la Santé n'a pas cessé de s'emplier d'une bonne partie de la jeunesse bellevilloise depuis. Inutile de dire aussi, que tout cela n'a fait que renforcer les replis communautaires et la haine de l'autre dans le quartier, quoi

qu'en disent les fines bouches (radicales ou non), adeptes de la méthode Coué et préférant tout voir par le bout de la lorgnette idéologique que par leurs propres yeux.

Une brigade spécialisée de terrain (BST) de 25 hommes patrouille maintenant chaque jour entre 14 heures et 22h30 (cf. « BST : Ils seront toujours trop proches », dans *Lucioles* n°3, juin/juillet 2011), et les correspondants de nuit de la mairie de Paris, chargés de surveiller les zones chaudes, ont élargi leur territoire depuis janvier (cf. « Correspondants de nuit : des agents de proximité de la guerre aux pauvres » dans *Lucioles* n°1, novembre/décembre 2010). Sans oublier la maire PS du XXe, Frédérique Calandra, qui rappelle dans un communiqué de presse suite à l'agression, qu'elle réclame depuis des mois « des moyens supplémentaires à la Préfecture de police en termes de prévention et de sécurité pour l'ensemble des habitants de Belleville ». Elle regrette la « difficulté de communication avec la communauté chinoise » : « Cette année, nous n'avons pas été formellement invités à cette manifestation, et nous n'avons pas bien compris qui organisait. ». Puis, comme si ce n'était pas suffisant, en s'appuyant sur les déclarations de Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, qui félicite l'efficacité des « patrouilleurs », elle « demande la mise en place immédiate d'un tel dispositif sur le quartier de Belleville. ». Ce monde est-il donc complètement fou ?

Outre les « agressions » et le « climat d'insécurité » dont se disent victimes les auto-proclamés portes-parole de la « communauté asiatique », il faut ici parler du marché sauvage de Belleville. Principal nœud de discorde dans le quartier depuis sa première installation il y a quelques années, et plus récemment, sa réinstallation massive durant l'été 2009, ce marché sauvage fait couler beaucoup d'encre, et surtout, sert de passerelle -encore une- entre les diverses ambitions de pouvoir dans le Nord-Est parisien. Aussi, on retrouve les mêmes vautours -associations de commerçants, préfecture, mairies d'arrondissement- au coude à coude pour le « grand nettoyage du bas-Belleville ». Dès septembre 2009, une association (BCP pour Belleville-Couronnes Propreté) voit le jour, fédérant les riverains agacés, qui vont d'emblée manifester devant la mairie du XXe pour forcer les élus et la Préfecture à agir.

Le directeur de cabinet à la mairie annonce une coordination entre les mairies des XXe, XIXe, XIe et Xe arrondissements afin de « mutualiser leurs moyens et assurer une présence policière permanente pendant au moins six mois ». Suite à une relative accalmie, l'association se dit satisfaite, tout en précisant par la voix d'une de ses membres (en l'occurrence Fatima Brahmi) : « Nous ne souhaitons pas vivre entourés de flics de tous les côtés ». La mairie du XXe, quant à elle, propose l'occupation de l'espace public par des manifestations d'artistes, notamment sur le terre-plein entre Belleville et Couronnes, espace qui appartient à la mairie du XIe, en plus de la présence de contrôleurs de la propreté susceptibles de délivrer des amendes à tout contrevenant. Après que l'occupation policière quotidienne a pris fin, vers novembre 2009, le marché est reparti de plus belle, au grand dam de BCP, qui précise la différence pour elle entre un « marché de biffins sympathique, bon enfant et toléré » et le marché illégal fonctionnant grâce à une « organisation collective implicite » consistant à repérer l'arrivée des flics, à les chasser s'ils ne sont pas en position de force, tout comme certains touristes et journalistes venus prendre le marché en photo. L'assoc' se plaint donc des « nuisances visuelles, sonores et sanitaires, des bagarres fréquentes », et aussi du fait que la plupart des marchandises viendraient du vol à l'étalage.

Allant plus loin, elle va jusqu'à dénoncer, en avril dernier, « la présence opportuniste de groupes de jeunes gens sans papiers, tunisiens pour la plupart, qui n'ont d'autre occupation possible que celle de se désaltérer à la bière à longueur de journée ». Très vite donc, plusieurs pétitions circulent dans le quartier, et la mobilisation contre les vendeurs à la sauvette se véhicule lors des conseils de quartier, où nos bons citoyens viennent exiger plus de moyens de la part des autorités, regrettant au passage que « La BST récemment mis en place n'inclut pas la zone Ménilmontant/Couronnes dans son périmètre d'intervention...Ils ne viennent que par conscience professionnelle lorsqu'ils en ont la possibilité. Les quelques rares (*sic*) présences des cars de CRS, dont la mission est d'éviter les débordements et qui ne luttent donc pas contre l'installation des vendeurs, donnent malheureusement l'impression à ces derniers qu'ils ont le droit de poursuivre leurs affaires. Les policiers des commissariats du XXe et du XIe ont abandonné, résignés face à la réinstallation systématique du marché et au manque de moyens dont ils disposent pour faire face... »

Calandra, la maire du XXe, soucieuse de consolider son arrondissement en terre d'asile pour riches bobos de gauche, mais aussi avide de gagner en électeurs soucieux avant tout de sécurité, n'en demandait pas tant pour pouvoir jouer de la surenchère verbale. Le 10 mai dernier, lors d'un conseil de quartier, celle pour qui « Belleville

est un chaudron » prend donc les devants et propose une manifestation rassemblant élus, commerçants et habitants de Belleville. Selon ses propres termes, il s'agit de créer un « rapport de force démocratique », afin d'obtenir des renforts policiers. Cette manif aura finalement lieu le 20 mai, durant laquelle nombre de magasins ont baissé rideaux en signe de solidarité, agacés de la baisse de leur chiffre d'affaire depuis plusieurs mois.

Régulièrement les flics, las de se contenter du jeu du chat et de la souris, tentent de virer de force les vendeurs à la sauvette, entraînant de brefs face-à-face, parfois assez tendus. Une conflictualité renforcée depuis quelques temps par la lutte des Tunisiens sans papiers récemment arrivés, et qui ont multiplié rassemblements, ouvertures de lieux de vie et d'organisation, manifestations sauvages conclues parfois d'affrontements avec la police, bien décidée à ne pas laisser s'installer cette nouvelle présence gênante en terme de paix sociale et de réputation pour un quartier encore en voie d'embourgeoisement. Conflictualité régulière aussi, entre certains habitants du quartier et la police. Une des dernières illustrations est venue le 6 juin dernier rue Ramponneau, lorsque des flics arrivés pour interrompre une rixe se sont fait encercler par une cinquantaine de personnes hostiles. Suite à une première interpellation musclée, des renforts venus du XIe arrondissement ont voulu arrêter un scooter venant vers eux, qui a forcé le passage, suite à quoi un des flics a ouvert le feu sur le conducteur, heureusement sans succès, et c'est finalement l'agent qui s'en tiré avec dix jours d'ITT. Puis c'est au tour d'une jeune femme, refusant d'obéir aux ordres de dispersion des flics, qui est arrêtée, non sans avoir giflé au passage l'un d'entre eux.

Au final, on ne peut plus se promener dans le quartier sans tomber sur une meute de flics prêts à rafler tout ce qui ne marche pas droit. Mais cela ne suffisait pas pour Patrick Huang, puisque celui-ci a obtenu une énième réunion avec le commissaire de police du deuxième district sur l'insécurité dans le quartier, réclamant toujours plus de flics (mais est-ce seulement encore possible matériellement ?). Ce même Patrick Huang que nous avons aperçu le lundi 27 juin rue de Belleville en compagnie d'une délégation de costards-cravates (probablement de la préfecture et de la mairie), à qui il mendiait sans doutes quelques juteuses subventions en plus de nouveaux effectifs de police.

En décembre 2010 déjà, le buraliste et son association de petits patrons du quartier avaient eu une réunion avec la préfecture de police de Paris où ils avaient obtenu la promesse de nouvelles caméras de surveillance pour fin 2011... Ceux qui le connaissent auront déjà pu remarquer la présence massive et paranoïaque de caméras dans son bar-tabac Le Celtic, peut-être un avant-goût du quartier ? Précisons tout de même que lors de l'inauguration de l'Association des Commerçants de Belleville, dont la mairie a suscité la création en 2010, un représentant de l'ambassade de Chine a été invité, ce qui laisse songeur quant au caractère « spontané » de la manifestation du 20 juin 2010, et qui donne un aperçu de tout ce qui se trame derrière.

Le dernier clou médiatique en date enfoncé dans le cercueil bellevillois est arrivé le mercredi 29 juin, lorsque le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a rendu une visite surprise à Belleville en réponse à la manifestation avec la volonté de « mettre le paquet pour renforcer le sentiment de tranquillité » ainsi que « pour protéger les honnêtes gens quelles que soient leurs origines » (nous voilà rassurés...). Il a d'abord rendu visite aux proches de Hu Jiang, la « victime de trop », dans le restaurant où celui-ci travaillait, le Nouveau Palais de Belleville. Il est ensuite allé au restaurant Le Pacifique, situé à 100 mètres de là, au croisement de la rue Tourtille, où il s'est entretenu avec des élus locaux, dont la maire PS du XXe, Frédérique Calandra et le sénateur maire PS du XIXe, Roger Madec, des responsables d'associations chinoises comme l'AJCF (Association des jeunes chinois de France), l'Union des Commerçants d'Aubervilliers pour la Solidarité, mais aussi des représentants de l'ambassade de Chine (encore eux...). Mais aussi Anh Dao Trexel qui, lors de la réunion affirma au ministre que « les Asiatiques veulent avoir un traitement égal pour avoir la paix dans la République. Je veux un nettoyage des racailles et voyous pour vivre en tranquillité ». La « communauté chinoise » étant paraît-il acquise à l'UMP, celui-ci est venu chasser sur ses propres terres fétides. Il annonce « un travail en étroite collaboration avec les associations chinoises et l'arrivée imminente de patrouilleurs dans le quartier, probablement avant l'été ». Puis surenchère de la maire PS Calandra du XXe qui demande leur mise en place immédiate. Ils sont désormais là, et bien là. Tout devient plus clair, le PS ne cherche même plus à cacher sa vraie nature en soutenant des manifestations sécuritaires et réactionnaires, en finançant des associations ouvertement communautaristes (parfois nationalistes) de la bourgeoisie immigrée chinoise et de patrons locaux, épaulés par le Parti Communiste Chinois.

Entre 3000 (selon la police – trois fois moins qu’à la précédente) et trente mille personnes (selon les organisateurs – autant qu’à la précédente), dont beaucoup d’enfants, ont donc défilé dimanche 19 juin dernier, de République à Nation à l’appel du « Collectif des associations asiatiques de France », pour réclamer la « Sécurité pour tous ». Des portraits de Hu Jiang et des drapeaux français émaillaient le cortège, et le slogan était « Liberté, égalité, fraternité... ET SÉCURITÉ ! ». Anh Dao Trexel (fille adoptive de Jacques Chirac d’origine vietnamienne) encore elle, est venue prêter main forte au cortège comme en 2010. Elle a demandé « aux pouvoirs publics de prendre des mesures pour garantir la sécurité des biens et des personnes » avant de s’étonner de « l’absence des élus des arrondissements dont dépend Belleville et qui avaient participé à la manifestation de l’an dernier ». L’Association Chinoise pour le Progrès du Citoyen s’est également émue à travers son président Yang Hua du peu d’intérêt des élus parisiens pour les questions de sécurité (la bonne blague). Hamou Bouakkaz, adjoint au maire de Paris chargé de la démocratie locale et de la vie associative et élu du XXe arrondissement a toutefois rejoint le cortège en cours de route, en tête de banderole [PHOTO]. On imagine bien ce dernier suivant prudemment de loin la manifestation, et décidant de rallier le cortège après s’être assuré que tout se déroulait dans le bon ordre...

Olivier Wang, avocat et porte-parole de la manifestation y affirme aux médias « que l’heure n’est pas encore aux milices privées, reconnaissant cependant qu’à Aubervilliers où travaillent beaucoup de Chinois de Belleville, des « patrouilles » sont menées pour protéger les marchandises et les personnes ». Il y prononce également cette insinuation, qui sera répétée comme un mantra religieux ou un mot d’ordre décidé à l’avance, par tous ceux qui répondront aux questions des médias, présents en masse : « Quand je me promène la nuit à Belleville, je suis toujours obligé de regarder dans tous les sens pour être sûr qu’il ne va rien m’arriver ».

Au fond, nous ne pouvons qu’acquiescer à cette affirmation, puisque nous aussi nous avons peur de sortir la nuit à Belleville et nous regardons constamment derrière nos épaules. Ce que n’ont pas le temps de faire tant de gibier à flics, passant quelques mois en prison par-ci par-là, comme tant d’autres gens du quartier. La voilà la terreur que nous ressentons, celle de se faire mettre le grappin dessus pour tout et n’importe quoi, par n’importe quel petit laquais en uniforme, d’être jeté dans l’arène de justice puis au trou, livré en pâture de matons en mitards comme c’est le cas de tant de bellevillois, et comme dans tous les quartiers dits « sensibles ».

On nous parle chaque jour de sécurité et d’insécurité, à la TV, dans les journaux, dans les beaux discours des politiciens etc. Le sujet est incontournable. Mais quelle est la réalité de ce problème ? Le lobbying sécuritaire se mord consciemment la queue en profitant des peurs qu’il a lui-même créé : la présence incessante de flics dans la rue donne la sensation aux « honnêtes-gens » d’être dans une zone à risque, créant ainsi superficiellement le sentiment d’insécurité, et justifiant la présence d’encore plus de flics. Dans un quartier pauvre comme Belleville, délits et menus larcins sont quotidiens : petits vols en supermarché, marché noir, vente à la sauvette, petites bagarres, petits deals... mais qui cela dérange-t-il vraiment ? Ou plutôt, qui arrange vraiment la dénonciation opportuniste de cette « délinquance » ? Les petits commerçants à la recherche d’une clientèle plus riche et respectable, les requins immobiliers en quête de clients plus solvables, les politiciens surfant sur des sentiments créés de toute pièce pour séduire un électorat servile et apeuré ou encore les protagonistes du business sécuritaire qui acquièrent grâce à cette mascarade de nouveaux appels d’offre et de nouveaux marchés juteux (comme l’installation de milliers de cameras).

L’insécurité est un terme à bannir, même s’il est tentant] de le renvoyer à la gueule des dominants, car l’« insécurité » dont nous souffririons en premier lieu serait bien la misère, les violences policières, les expulsions, le travail, les incarcérations, les tabassages, les contrôles au faciès, les rafles etc. Celle-ci ne se réglerait jamais à coup de flics ou de code pénal, car ce sont eux qui en sont les artisans.

De toute évidence, n’importe qui dans le quartier en proie à la pauvreté, au défaut de papier et insoumis à la paix sociale, devra compter avec ce réseau de pouvoir formé en coalition pour la militarisation de Belleville. Ils ont des noms, des adresses et une idéologie qu’il nous faudra démonter par tous les moyens que notre désir de liberté suggérera par la suite.

A la guerre aux pauvres et entre pauvres que l’on voudrait nous imposer, nous répondons donc par la guerre sociale sans trêve.

A « sécurité pour tous », nous répondons liberté pour tous.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Une vague qui ne s'arrête pas...
Contre-enquête sur les dessous de la militarisation de Belleville
2011

Consulté le 4 avril 2017 de www.non-fides.fr
Extrait de *Lucioles n°4*, Bulletin anarchiste du Nord-Est de Paris, août-septembre 2011.

fr.theanarchistlibrary.org